

Consultation ARCEP – Empreinte environnementale du numérique

Propos liminaire

France Datacenter, qui a été auditionnée à plusieurs reprises lors de l'élaboration de la loi de réduction de l'empreinte environnementale du numérique, accueille favorablement l'initiative législative visant à établir un bilan de l'empreinte environnementale du numérique et se mobilise pleinement sur cette question. Dans le contexte climatique actuel, la filière est consciente du besoin d'informations et d'indicateurs sur la consommation énergétique des datacenters à la fois pour les acteurs institutionnels, via l'Arcep, et pour le public dans un souci de transparence.

De manière générale, l'association souhaite attirer l'attention de l'Arcep sur les points suivants, nécessaires à la collecte de données environnementales des datacenters et à la mise en place d'un dispositif solide, fiable, proportionné et pertinent :

- Les délais mentionnés pour la collecte 2021 (15 janvier 2023) nous semblent trop courts, étant donné que la présente consultation prendra fin le 30 septembre et que la mise en œuvre sera donc relativement tardive. Nous proposons donc de reporter a minima la date limite au **30 mars 2023**, sur le modèle des prochaines collectes qui fixent à 3 mois après la fin de l'année le rendu des indicateurs. De manière à garantir des délais suffisants pour les entreprises dans la collecte de données fiables et vérifiables, nous invitons l'Arcep à publier sa décision de collecte au plus tard le 30 octobre. Par ailleurs, nous validons le rythme annuel pour cette collecte, qui nous semble proportionné en termes de charges administratives ;
- Il nous semble fondamental d'inscrire cette démarche dans une optique de cohérence et autant que possible d'alignement avec le cadre européen d'une part, notamment celui de la révision de la directive efficacité énergétique (pour les seuils notamment), ou encore du *Climate Neutral Data Center Pact (CNDCP)* ; et avec les initiatives françaises telles que la déclaration sur la plateforme OPERAT dans le cadre du décret tertiaire, le bilan GES ou la DPEF (Déclaration de performance extra financière) d'autre part. France Datacenter attire l'attention sur les charges administratives conséquentes que ces réglementations imposent et sur les sources d'erreurs potentielles dans la mesure de l'empreinte environnementale du numérique. De plus, un alignement permet de garantir une meilleure lisibilité des dispositifs pour les acteurs et donc une meilleure appropriation et garantie de conformité ;
- Sur les modalités de restitution et compte tenu de la nature même des activités en datacenter, il est nécessaire de fournir des garanties en termes de confidentialité et de protection des données transmises à l'Arcep, dont certaines sont protégées par le secret des affaires. Un formulaire Excel nous paraît insuffisant pour transmettre de telles données. France Datacenter suggère la mise en place d'une plateforme numérique sécurisée. Par ailleurs, une interface et des outils d'explication en anglais seraient appréciés ;
- Plus globalement, nous souhaitons attirer l'attention de l'Arcep sur les spécificités du secteur des centres de données :
 - Différences de modèles : hébergement en colocation/hébergement en interne/hébergement en cloud ;
 - Différences entre puissance maximale installée vs puissance souscrite par les clients ;
 - Différences entre PUE réellement mesuré dans un datacenter vs PUE théorique (PUE design, charge 100%) ;

- Différences quant à la relation entre opérateurs vs clients sur les questions de consommations, d'empreinte carbone, de propriété des serveurs en fonction du modèle.

Questions liées au seuil

Question 7. Avez-vous des remarques sur le seuil à compter duquel l'obligation de communication d'informations s'applique aux opérateurs de centres de données ?

Réponse France Datacenter : Un seuil exprimé en chiffre d'affaires ne nous semble pas forcément le plus pertinent, bien que nous en comprenions le sens. En effet, nous proposons plutôt d'aligner ce seuil sur celui proposé dans la révision de la directive efficacité énergétique, exprimé en puissance et plus adapté au secteur, ainsi qu'à l'objectif environnemental du baromètre : **100 KW de puissance installée en IT**. Il aurait en plus l'avantage de la cohérence avec les niveaux européens évoqués plus haut, et donc d'une meilleure lisibilité du dispositif pour les acteurs.

Question 8. Avez-vous des remarques sur la représentativité du marché considéré, compte tenu du seuil proposé ?

Il ne faudrait pas négliger les centres de données hébergés en interne au sein des entreprises et des administrations, qui constituent une part non négligeable du secteur et une source d'amélioration importante en termes de consommations énergétiques. Nous comprenons que cette première consultation se focalise sur les centres de données, mais une plus large inclusion des autres types d'hébergement de données donnerait une image plus complète de la réalité du secteur.

Nature des données collectées

Question 9. Avez-vous des remarques sur les données qu'il est envisagé de collecter ?

Réponse France Datacenter : De manière générale, et pour aider les opérateurs à fournir des données pertinentes au regard des objectifs poursuivis par l'Arcep, nous souhaiterions avoir davantage d'indications sur la justification et l'utilisation des données qui seront collectées, notamment sur leur transmission à des tiers.

Sur les indicateurs en tant que tels, voici nos remarques :

- **Nom de la commune dans laquelle le centre de données se situe** : certains sites (notamment ceux qui sont qualifiés en tant qu'opérateur d'importance vitale (OIV)) ne peuvent pas indiquer leur localisation géographique qui doit rester confidentielle. Les opérateurs préciseront à l'Arcep les sites dont la localisation devra rester confidentielle ;
- **Ensemble des émissions de gaz à effet de serre en France** : si le bilan « scope » 1 et 2 est obligatoire pour les entreprises de plus de 500 salariés, certains des acteurs interrogés n'atteignent pas ce seuil, ils ne disposent donc pas nécessairement de ces données. Sur le « scope » 3, son degré de maturité ne nous semble pas encore assez fort, et ses indicateurs harmonisés, pour pouvoir en tirer une vision consolidée/agrégée pertinente du secteur ; et peu d'entreprises disposent à l'heure actuelle d'un bilan « scope » 3. Il serait préférable, au moins pour la première collecte 2023, de se concentrer sur les scopes 1 et 2 pour les acteurs qui disposent de ces données. Nous ajoutons que la mise en place d'outils normalisés

d'évaluation du bilan carbone serait utile pour garantir une compréhension commune et partagée de l'exercice, et pour s'assurer de la pertinence de la consolidation ensuite ;

- **Surface totale du plancher du centre de données (m²) et surface du plancher réservée aux équipements informatiques du centre de données (m²)** : Nous souhaiterions comprendre l'utilisation et la finalité de ces indicateurs (biodiversité, zéro artificialisation nette des sols, ratio émission de CO₂/m² ?) ;
- **Consommation électrique annuelle du centre de données et Consommation électrique annuelle des équipements informatiques du centre de données (GWh)** : nous comprenons qu'il s'agit de calculer le PUE. Nous y sommes favorables mais nous attirons l'attention sur le fait que comparer des PUE entre sites n'est pas toujours pertinent, compte tenu des différents taux de charge, eux-mêmes liés à la date de mise en service du datacenter. Par ailleurs, il serait bénéfique de préciser où la mesure de la consommation des équipements informatiques est prise. En effet, en fonction de l'endroit où le PUE est mesuré, les résultats peuvent être très différents et donner des PUE qui ne sont pas comparables ;
- **Volume d'eau annuel entrant dans le centre de données (m³)** : nous souhaiterions savoir quelle sera la modalité de calcul. Nous supposons que Arcep compte s'inspirer du WUE, discuté au sein du *Climate Neutral Data Center Pact* au niveau européen ;

Question 10. Avez-vous des remarques concernant les points de mesure les plus pertinents pour le calcul des consommations énergétiques et électriques des centres de données ?

Réponse France Datacenter : Le PUE nous semble être la mesure la plus pertinente pour évaluer la performance énergétique/électrique des datacenters, malgré la réserve évoquée plus haut. Le WUE est également un indicateur fiable qui devra être considéré ensemble avec le PUE pour comprendre l'efficacité globale d'un datacenter.

Question liée à la publicité des données

Question 12. Avez-vous des remarques concernant les modalités de restitution des indicateurs par l'Arcep ?

Réponse France Datacenter : Nous avons bien intégré le fait que les données collectées seraient consolidées et anonymisées, dans le respect du secret des affaires. Il nous semble toutefois nécessaire que l'Arcep précise que les données ne peuvent être utilisées sous une forme individualisée. De plus, et comme nous l'avons indiqué précédemment, les modalités de collecte doivent être plus sécurisées qu'un fichier Excel et l'utilisation postérieure des données devrait être précisée et encadrée. En effet, pour une meilleure appropriation du dispositif par les acteurs, nous souhaiterions que soient précisées les raisons qui justifient chaque indicateur et la façon dont les données seront utilisées. Le document mis en consultation prévoit que les données collectées feront l'objet d'un « retraitement et d'une diffusion contrôlée au sein de l'Autorité » : la nature de ce retraitement gagnerait à être précisée, tout comme le périmètre de cette diffusion contrôlée.

Nous suggérons que France Datacenter soit associée aux travaux de compilation des données, afin de mettre à disposition son expertise pour accompagner les équipes de l'Arcep à la lecture des résultats et de leur interprétation au regard des spécificités du secteur, qui pourrait prendre la forme « d'un comité éditorial consultatif ». Ceci afin que les résultats soient le plus intelligibles et le plus logiques possible.

Questions liées aux futures collectes

Question 15. Quels seraient, selon vous, les acteurs auxquels les prochaines collectes devraient s'adresser en priorité (équipementiers réseaux, éditeurs de systèmes d'exploitation, fabricants d'équipements IoT, opérateurs de satellites, fournisseurs de services de communications au public en ligne, etc.) ?

Réponse France Datacenter : Nous souhaitons souligner que l'empreinte environnementale du numérique dans les datacenters est majoritairement liée au hardware, et notamment les serveurs, et reste portée par les clients. Par exemple, les clients qui font essentiellement du calcul auront une consommation plus forte, pour répondre à un besoin/une nécessité. Dans ce cadre, il conviendra de travailler en cohérence avec les travaux européens engagés notamment via la directive éco-conception, le passeport produit numérique et le CNDP. Nous saluons la logique de concertation pour cette première collecte et souhaiterions voir ce mécanisme se perpétuer pour toute décision d'extension du dispositif de collecte à la fois en termes d'indicateurs et d'acteurs couverts.

Question 17. Avez-vous d'autres remarques à formuler ?

Réponse France Datacenter : Nous proposons la mise en place d'un comité éditorial consultatif pour la mise en place de l'enquête annuelle, dont France Datacenter pourrait être membre.

À propos de France Datacenter

France Datacenter est l'association de référence des acteurs de l'écosystème des datacenters en France. Elle représente et assure la promotion de la filière comme socle de la performance et de la fiabilité de l'économie numérique. L'association est aujourd'hui constituée d'une centaine de sociétés qui conçoivent, construisent et exploitent les datacenters. Acteur naturel de la réflexion sur les enjeux des industries numériques, France Datacenter favorise la formalisation des savoirs, le développement des compétences et l'adoption des meilleures pratiques par les professionnels, afin d'améliorer la compétitivité de la filière française face à ses concurrents européens.